

Pas exporter les déchets nucléaires

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Energie extra**

Band (Jahr): - **(2003)**

Heft 5

PDF erstellt am: **23.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-644517>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

TABLE RONDE

Pas exporter les déchets nucléaires

Cinq parlementaires, qui se sont portés à nouveau candidats, ont présenté les grandes lignes de la politique énergétique pour la prochaine législature.

«Pour que l'Office fédéral de l'énergie (OFEN) puisse fournir des informations optimales aux milieux politiques, il nous importe de connaître les objectifs des différents partis», a relevé Walter Steinmann, directeur de l'OFEN, en ouvrant une réunion à laquelle étaient conviés les collaboratrices et les collaborateurs de l'OFEN et qui s'est tenue le 17 octobre au Casino de Berne. Hans-Luzius Schmid, chef du programme de SuisseEnergie, a animé une table ronde à laquelle ont pris part cinq parlementaires: les conseillers nationaux Hajo Leutenegger (PRD, ZG), Rudolf Rechsteiner (PS, BS), Christian Speck (UDC, AG) et Franziska Teuscher (AVeS, BE), ainsi que le conseiller aux Etats Rolf Escher (PDC, VS).

Les députés ont présenté brièvement leurs objectifs en matière de politique énergétique pour la prochaine législature. Tandis que Franziska Teuscher s'est ralliée aux thèses de son parti, les autres parlementaires ont défendu des points de vue plus personnels. Trois aspects ont été mis en évidence:

Ouvrir, tirer la leçon, rechercher

Ce que les parlementaires disent de la politique énergétique.



Rudolf Rechsteiner (PS, BS):
«A moyen terme, les nouvelles constructions et les bâtiments rénovés devraient satisfaire le standard MINERGIE».



Rolf Escher (PDC, VS):
«Nous devons ouvrir progressivement le marché de l'électricité. Dès 2007, les gros clients et les PME devraient pouvoir acheter du courant en toute liberté».

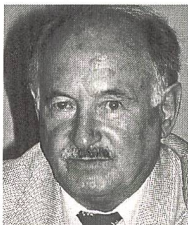
■ **Régulation du marché de l'électricité:** les partis bourgeois attachent une grande importance à une ouverture réglementée du marché et à la mise en place de prix du courant compétitifs pour l'économie. Ils misent sur des coopérations suisses et européennes. Quant aux partis de gauche, ils défendent un approvisionnement sûr et écologiquement supportable de la population.

■ **Réduction des émissions de CO₂:** les objectifs de la Confédération en matière de CO₂ n'étant pas atteints, la mouvance gauche-verte mise sur une taxe écologique sur le CO₂. Elle estime qu'il ne s'agit pas là d'un impôt déguisé; au contraire, quiconque aura un comportement sensé en matière écologique sera récompensé sur le plan financier. Misant sur les mesures librement consenties, les partis bourgeois redoutent la taxe sur le CO₂ en raison de ses éventuelles répercussions sur l'économie.

■ **Entreposage des déchets de centrales nucléaires:** les déchets nucléaires ne seront pas exportés dans des pays tiers; les partis politiques sont unanimes à ce sujet. Tandis que les partis bourgeois entendent clarifier définitivement la question de l'emplacement, la gauche met en garde contre toute solution excluant un programme de désaffectation des centrales nucléaires; celle-ci pourrait en effet être interprétée comme un passe-droit en faveur de l'énergie nucléaire.



Hajo Leutenegger (PRD, ZG):
«En matière de politique énergétique, je mise tout sur la recherche et le développement. Aucun mode de production n'est à exclure».



Christian Speck (UDC, AG):
«Nous avons tiré les enseignements de l'échec de la LME: le nouveau projet de loi devra satisfaire également les consommateurs finaux d'électricité».



Franziska Teuscher (AVeS, BE):
«L'étiquetteEnergie pour les appareils électroménagers et les nouveaux véhicules est judicieuse. Seuls des produits des classes A et B devraient être vendus en Suisse».

AIE

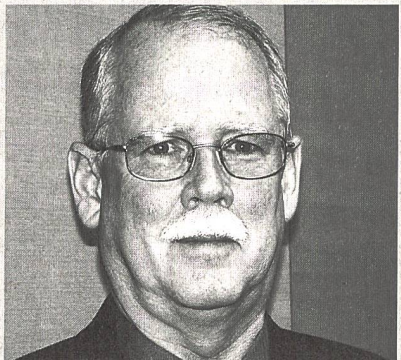
Eloges et critiques

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) passe au crible la politique énergétique suisse.

L'AIE, dont le siège se trouve à Paris, a été créée en 1974, suite au premier choc pétrolier. Cette agence est notamment chargée d'analyser ponctuellement la politique énergétique de ses 26 Etats membres. Celle de la Suisse a été examinée à la loupe pendant une semaine en novembre 2002. Le rapport dû à un groupe d'experts international a été publié début septembre.

L'AIE approuve la décision de la Suisse de garder ouverte l'option nucléaire, ainsi que le nouvel élan donné à l'ouverture du marché de l'électricité. Elle loue également le plan helvétique d'approvisionnement en cas de crise, notamment le maintien de réserves de pétrole supérieures aux 90 jours exigés par l'AIE. Quant au programme SuisseEnergie, il a lui aussi droit à des éloges de l'agence. Selon les propres termes de William C. Ramsey, directeur suppléant de l'AIE, «le programme mérite d'être reconnu». Toutefois, il risque de ne pas suffire pour atteindre les objectifs de réduction des émissions de CO₂ de la Suisse.

Critiques. Le rapport contient par ailleurs des critiques. Ainsi, les prix suisses du mazout comptent parmi les plus avantageux des Etats membres de l'OCDE, en raison notamment d'un taux d'imposition extrêmement bas. Une telle situation dissuade d'économiser l'énergie et d'utiliser des énergies alternatives produisant moins de CO₂. L'AIE recommande sinon à la Suisse de privilégier encore plus les mesures d'utilisation rationnelle de l'énergie plutôt que les sources d'énergie renouvelables, et de se préoccuper nettement plus de l'efficacité énergétique de l'électricité et du gaz.



William C. Ramsay, directeur suppléant de l'AIE, incite à mettre les bouchées doubles: «En dépit de tous les efforts accomplis, des mesures supplémentaires de plus longue portée s'imposent pour atteindre les objectifs de SuisseEnergie.»